

## Les OGM, une occasion de démocratiser la démocratie ?

Barbara Bordogna, responsable de projet RIBios (Réseau interdisciplinaire biosécurité) <barbara.bordogna@iued.unige.ch>

Créer un espace de dialogue et d'échange sur de la question des organismes génétiquement modifiés (OGM) au Mali en portant le débat jusqu'à la base, jusqu'à ceux dont l'avis compte rarement : les paysannes et les paysans maliens. Tel était le sens premier de l'« Espace citoyen d'interpellation démocratique (ECID) sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) en relation avec l'avenir de l'agriculture au Mali », qui s'est tenu à Sikasso du 25 au 29 janvier dernier.

Hybride fertile entre un dispositif de débat proprement malien (l'Espace communal d'interpellation démocratique) et le jury citoyen utilisé dans de nombreux endroits du globe, cette expérience de technology assessment participatif est unique. Elle a regroupé 45 producteurs agricoles maliens, dont plus de 30% de femmes, des témoins experts venus d'Europe, d'Asie et d'Afrique, un Comité d'observateurs composé de personnalités éminentes, un réseau de radios de proximité ainsi que la presse locale et nationale, un Comité de pilotage formé par 15 représentants de toutes les institutions locales pertinentes (ONG, syndicats, CMDT [Compagnie malienne pour le développement des textiles], organisations paysannes) de même que par le RIBios et l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), et, enfin, l'Assemblée régionale de Sikasso, organisatrice de l'événement. Comment, durant plus de huit mois, le Comité de pilotage a orchestré la mise en place de cet ECID est une riche histoire qui sera sans doute contée par ailleurs, mais dont seuls certains éléments nourrissent les quelques réflexions qui suivent.

Le choix de s'appuyer sur le gouvernement élu de la Région de Sikasso, dans le sud du Mali, a été en quelque sorte l'élément fondateur du processus qui a permis l'organisation de cet ECID. L'Assemblée régionale de Sikasso est une jeune institution, dynamique et sans complexes. Issue du processus de décentralisation en cours au Mali, elle a pour vocation la mise en œuvre du développement de la région et est à ce titre habilitée à définir des politiques régionales dans tous les domaines pertinents. Ces caractéristiques se sont révélées idéales pour permettre le développement d'un cadre de débat innovant du point de vue tant méthodologique que thématique. Organisatrice de l'ECID, l'Assemblée régionale n'a à aucun moment faibli dans son soutien ni tenté de quelque manière que ce soit de limiter ou d'orienter le débat. Considérant l'information et la participation des producteurs (et non pas de leurs repré-



Paysans maliens venus en famille. Sikasso, 2006. Photo RIBios.

sentants) comme une nécessité, elle s'est pleinement engagée dans ce processus tout en laissant l'espace nécessaire à l'expression et à la participation de toutes les autres institutions partenaires.

Alors que, le 29 janvier 2006, le verdict sans équivoque des paysannes et des paysans tombait : « Oui à la semence traditionnelle graine ! Non aux OGM ! », loin de s'émouvoir, les élus régionaux et leur président répétaient leur engagement et leur détermination à mettre en œuvre et à défendre ce qu'ils considèrent comme un verdict démocratique. Une belle preuve, s'il en faut, de la santé de la démocratie malienne !

Pourtant, ces recommandations constituent un petit tremblement de terre pour le gouvernement national. Alors que le Cadre national de biosécurité n'est pas encore adopté et que des directives – appuyées par l'industrie pour permettre de combler temporairement le vide juridique et ainsi accélérer la tenue des premiers essais en plein champ – sont elles aussi bloquées, le gouvernement malien n'a nullement renoncé à développer les OGM et les biotechnologies de manière plus générale. De même, lors de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique qui s'est tenue juste après l'ECID, il a largement été question du développement des biotechnologies dans la sous-région. Les échos plus ou moins lointains de l'ECID qui clamaient avec persistance « Ne menez aucune recherche scientifique sur les OGM au nom des producteurs maliens car nous, paysans maliens, sommes contre les OGM » avaient donc de quoi interpeller plus d'un ministre.

Serait-ce à dire que l'on se trouve à nouveau confrontés à un raisonnement simpliste, à une verve antitechnologique et rétrograde susceptible de priver l'Afrique des minces chances de développement qui lui restent ? S'agit-il de l'éternelle rengaine qui, après avoir fait rater à l'Afrique le train de la green revolution, risque de lui faire rater également celui de la gene revolution ? Loin s'en faut. Tous ceux qui ont vu les 45 paysannes et paysans écouter et questionner cinq jours durant, de 8 heures à 18 heures, avec une attention sans faille, le témoignage de 14 experts favorables ou défavorables aux OGM en sont restés impressionnés. Les tenants et les aboutissants de cette épineuse question ont été analysés, avec discernement, les nombreux niveaux de débats ont été mis en relation pour définir une configuration complexe dans laquelle les voies porteuses d'un futur meilleur pour le paysan malien ont pu être identifiées avec précision.

La réflexion a ainsi porté sur des enjeux de fond tels que la redéfinition des priorités de la recherche agronomique malienne, les moyens dont cette dernière dispose et sa dépendance financière envers des bailleurs de fonds aux politiques parfois discutables. La nécessité d'une plus grande participation des paysannes et des paysans à cette recherche a été soulignée, « pour que le paysan soit l'expert de son champ ». Les alternatives possibles face à l'impasse de la filière coton en Afrique ont été envisagées, de même que la manière dont le système d'échange des semences traditionnelles pourrait être affecté par les brevets : « En matière d'éthique et de morale, les OGM, en arrivant au Mali, vont mettre fin à l'entraide, à la compassion, à la solidarité [...] ».

Devenus le symbole puissant d'un projet de société qualifié de « technocapitaliste », les OGM, forts de l'extraordinaire énergie dont ils sont investis, constituent une opportunité unique de débat et une porte d'entrée pour lancer, au-delà des cercles d'initiés, un questionnement fondamental sur les choix de société et les alternatives parfois radicales et mutuellement exclusives auxquels nombre de pays sont confrontés. Car la meilleure stratégie pour imposer sans heurt une voie peut-être inique pour le plus grand nombre reste, aujourd'hui comme hier, celle d'un discours ronronnant propre à confondre et à endormir les consciences. Alors, comment éveiller, mobiliser ceux qui, écrasés par leur quotidienne misère, sont les seuls à pouvoir légitimement faire les choix de société qui s'imposent ? Une étincelle est nécessaire. Les OGM sont cette étincelle et elle risque de finir par embraser le Mali.

En savoir plus <www.ribios.ch/fr/evènements>.

Contact <barbara.bordogna@iued.unige.ch>.